

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 204

27 janvier 2015

SOMMAIRE

Backoffice S.à r.l.	9753	Focus Park S.à r.l.	9750
CW Participations	9766	Foncier & Participations S.A.	9791
Deltalux Holdings GP	9747	Food Management S.à r.l.	9752
Deltalux Holdings LP	9747	Fortan European Investments S.A.	9749
Digital Luxembourg Sàrl	9748	Frontiers Capital Mongolia	9749
Digital Realty (Cressex) S.à r.l.	9748	Galien Luxembourg S.à r.l.	9752
DMX S.A.	9747	Gallilea S.à r.l.	9752
Dollar Financial Luxembourg	9748	Garden Projektentwicklung GmbH	9752
Dolomiti Pe Wb I S.à r.l.	9748	G'EM les gem's s.à r.l.	9752
Dunara S.A., S.P.F.	9753	Gerifonds (Luxembourg) S.A.	9753
Ecuries Baambesch S.à r.l.	9747	LC Partners S.A.	9746
Edar Development	9747	Le Monceau Sàrl	9746
Eircom MEP S.A.	9747	Le Monceau Sàrl	9746
Factoring Service	9749	Le Monceau Sàrl	9746
Fama Management S.A.	9749	Luxembourg Logistic Group S.à r.l.	9746
Fantasioluxbox S.A.	9749	PrivilEdge	9754
Fantasioluxbox S.A.	9750	Resolution III Holdings S.à r.l.	9772
Fedele S.à r.l.	9751	Resolution III Holdings S.à r.l.	9776
Ferani Sàrl	9751	Stafforce S.à r.l.	9786
Ficus S.A.	9751	Total Return S	9753
Fidassur	9751	TTL	9746
Financière de Lorraine S.A.	9750	Vanguard S.à r.l.	9783
Finiber S.A.H	9750	Wardown S.à r.l.	9779
Firstcom Europe S.à r.l.	9786	Wardown S.à r.l.	9776
Fleurs TREICHEL-GOELLES S.à r.l.	9751	WN Pension FCP-SIF	9753

Le Monceau Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 139, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 46.658.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208186/9.

(140233438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Le Monceau Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 139, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 46.658.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208187/9.

(140233439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Le Monceau Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 139, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 46.658.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208185/9.

(140233437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Luxembourg Logistic Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 143.444.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208177/9.

(140232357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

LC Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 54, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 143.118.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208183/9.

(140232320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

TTL, Société Anonyme.

Siège social: L-8212 Mamer, 28, rue du Baerendall.

R.C.S. Luxembourg B 115.377.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208654/9.

(140232150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Edar Development, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 90.110.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209033/9.

(140234609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Ecuries Baambesch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2149 Luxembourg, 88, rue Emile Metz.

R.C.S. Luxembourg B 169.633.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209032/9.

(140233606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Eircom MEP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 175.399.

Les statuts coordonnés au 08 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209034/9.

(140233807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

DMX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 125.321.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209025/9.

(140234612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Deltalux Holdings GP, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 107.355.

Les comptes annuels au 31 août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208990/9.

(140234626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Deltalux Holdings LP, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 107.356.

Les comptes annuels au 31 août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014208991/9.

(140234611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Digital Realty (Cressex) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 132.336.

En date du 29 décembre 2014, l'associé unique de la Société a pris la décision suivante:

- Transfert du siège social de la Société du 11, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec effet à compter du 10 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Pour la Société

TMF CORPORATE SERVICES S.A.

Signatures

Gérant de classe B

Référence de publication: 2014208996/17.

(140234253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Digital Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 110.216.

En date du 29 décembre 2014, l'associé unique de la Société a pris la décision suivante:

- Transfert du siège social de la Société du 11, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec effet à compter du 10 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Pour la Société

TMF CORPORATE SERVICES S.A.

Signatures

Gérant de classe B

Référence de publication: 2014208995/17.

(140234214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Dolomiti Pe Wb I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.031.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209001/10.

(140233465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Dollar Financial Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 3.059.243,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 164.964.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209000/10.

(140234097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Frontiers Capital Mongolia, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 175.670.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014207927/11.

(140232705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Factoring Service, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89e, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 106.247.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207929/9.

(140232210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Fortan European Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 122.360.

Par décision du Conseil d'Administration du 29 décembre 2014, Monsieur Jean-Marie BETTINGER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été coopté au Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Guy BAUMANN démissionnaire.

Luxembourg, le 29.12.2014.

Pour: FORTAN EUROPEAN INVESTMENTS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014207925/15.

(140232982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Fama Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 82.690.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207930/9.

(140231985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Fantasioluxbox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 2, place de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 170.722.

Les comptes annuels abrégés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207931/10.

(140233022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Fantasioluxbox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 2, place de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 170.722.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 28 janvier 2014

L'assemblée reconduit le mandat d'administrateur unique de Monsieur Didier OTTOY, demeurant au 2, Place de Strasbourg, L-2562 LUXEMBOURG, ainsi que celui du commissaire aux comptes, Monsieur Gérald Ottoy, domicilié au 5 Oude Abstraat, B-3090 Overijse, pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014207932/15.

(140233037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Focus Park S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 148.871.

EXTRAIT

Par une cession en date du 31.07.2014, Westview Investment Holdings Limited dont le siège social est à Road Town, bâtiment Nerine Chambers, Tortola, Îles Vierges Britanniques, a cédé toutes les parts sociales, i.e. 4.180, qu'elle détenait dans la société Focus Park Sàrl, à Platinum Square Holdings Limited dont le siège social est à Road Town, Abbott Building, Tortola, Îles Vierges Britanniques.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

FOCUS PARK Sàrl

Référence de publication: 2014207951/14.

(140233278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Finiber S.A.H, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 32.477.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 19 décembre 2014

L'Assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société FINIBER S.A.H., en liquidation volontaire décidée par acte du notaire Maître Blanche Moutrier en date du 5 août 2014, et constate que la société a définitivement cessé d'exister.

L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans par le liquidateur à son adresse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GESTOR Société Fiduciaire

Référence de publication: 2014207945/15.

(140232375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Financière de Lorraine S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 42.467.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014207941/10.

(140232270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Ficus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 111.103.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 17 décembre 2014 que:

L'assemblée a décidé de nommer en qualité de dépositaire professionnel en charge de la tenue du registre des actions:

- Monsieur PHONG Daniel, juriste, né le 5 juin 1970 à Vientiane (LAOS), demeurant professionnellement à L-1143 Luxembourg, 2 rue Astrid,

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014207938/16.

(140232840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Ferani Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 27, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 135.273.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014207937/10.

(140232286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Fedele S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1349 Luxembourg, 1, rue Christophe Colomb.

R.C.S. Luxembourg B 177.017.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014207936/10.

(140232451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Fidassur, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4164 Esch-sur-Alzette, 11, Kleesgrendchen.

R.C.S. Luxembourg B 125.737.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207939/9.

(140233507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Fleurs TREICHEL-GOELLES S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1842 Howald, 39, rue Grand-Duc Jean.

R.C.S. Luxembourg B 75.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207922/9.

(140232306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Garden Projektentwicklung GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 167.209.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014207965/13.

(140233211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Gallilea S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 166.624.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Gallilea S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014207963/11.

(140232908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Galien Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 124.809.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2014207962/11.

(140232137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

G'EM les gem's s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2175 Luxembourg, 21, rue Alfred de Musset.
R.C.S. Luxembourg B 163.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mme Florence ZEITOUN.

Référence de publication: 2014207961/10.

(140233221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Food Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1368 Luxembourg, 3, rue du Curé.
R.C.S. Luxembourg B 110.731.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014207953/9.

(140232941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Total Return S, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Total Return S a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Signature

Référence de publication: 2015012198/9.

(150013803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

WN Pension FCP-SIF, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion de WN Pension FCP-SIF a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LRI Invest S.A.

Signature

Référence de publication: 2015011460/9.

(150013184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Gerifonds (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 16, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 75.032.

Le règlement de gestion de Piguet Global Fund signé en date du 14 janvier 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GERIFONDS (LUXEMBOURG) S.A

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

Référence de publication: 2015011311/12.

(150012934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Dunara S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 156.683.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 19.12.2014

Cinquième résolution:

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la société du 11A, Boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg au 11, Avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DUNARA S.A. S.P.F.

Société Anonyme - Société de gestion de patrimoine familial

Référence de publication: 2014205463/14.

(140229957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Backoffice S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3394 Roeser, 49, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 162.955.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014207649/10.

(140232402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

PrivilEdge, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 181.207.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of December.
Before us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of PrivilEdge (the "Company"), a public limited company ("société anonyme") qualifying as a "Société d'Investissement à Capital Variable" with its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, incorporated in Luxembourg by deed of the undersigned notary, on 22 October 2013, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C number 2869 of 15 November 2013. The Articles of Incorporation have not been amended since.

The meeting was opened with Mrs. Ingrid Robert, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary to the meeting Mrs. Sandrine Kintzinger, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs. Gaëlle Chery, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

A. The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

- Restatement of the Company's articles of incorporation in order to inter alia:

(i) delete all references to bearer shares;

(ii) Allow the Board of Directors (1) to impose or relax restrictions on shares as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company or no shares of any class in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company being in breach of a given regulatory stratus or incurring any liability to taxation or suffering any other adverse disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, (2) restrict or prevent the direct holding of shares or the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and, without limitation, by any U.S. person and (3) compulsory redeem shares held by any such shareholder; and

(iii) allow the Company to invest (i) up to a maximum of 35 per cent of the net assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a State belonging to the Group of Twenty ("G20") and Singapore and (ii) up to 100 per cent of the net asset of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by Singapore or by any member State of the OECD or of the G20 provided the relevant Sub-Fund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30 per cent of the total net assets of such Sub-Fund.

B. All the shareholders being registered, the meeting has been convened by notices containing the agenda of the meeting to the shareholders on 28 November 2014.

C. The shareholders present and represented and the number of shares held by each of them are shown on the attendance list initialled "ne varietur" by the shareholders present, by the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau. The said list and proxies will be annexed to this deed, to be registered therewith.

D. As appeared from the said attendance list, out of 83,512,549.4220 shares in issue, 57,785,093.4810 shares are present or duly represented at the Extraordinary General Meeting.

E. Considering that the minimum quorum of fifty (50) percent of the shares present or represented required to validly deliberate on items of the agenda of the extraordinary general meeting has been reached, as detailed in the attendance list, the meeting is regularly constituted and may validly decide on all the items of the agenda.

After deliberation the meeting unanimously took the following resolution:

Resolution

The Meeting resolves to restate the Company's articles of incorporation in order to inter alia:

(i) delete all references to bearer shares;

(ii) Allow the Board of Directors (1) to impose or relax restrictions on shares as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company or no shares of any class in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company being in breach of a given regulatory stratus or incurring any liability to taxation or suffering any other adverse disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, (2) restrict or prevent the direct holding of shares or the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and, without limitation, by any U.S. person and (3) compulsory redeem shares held by any such shareholder; and

(iii) allow the Company to invest (i) up to a maximum of 35 per cent of the net assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a State belonging to the Group of Twenty ("G20") and Singapore and (ii) up to 100 per cent of the net asset of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by Singapore or by any member State of the OECD or of the G20 provided the relevant Sub-Fund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30 per cent of the total net assets of such Sub-Fund.

The Articles of Incorporation shall henceforth read as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a limited liability company ("Société Anonyme") qualifying as a "société d'investissement à capital variable" ("Sicav") under the name PrivilEdge.

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to by Part I of the Law dated 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendment thereof (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law regarding undertakings for collective investment. The Company is authorised to delegate to third parties one or several of its functions.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the Board of Directors (the "Board") may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be expressed in Dollars of the United States of America ("USD") and shall be represented by shares of no par value (the "Shares") and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined hereafter.

The minimum capital of the Company shall be not less than the equivalent in USD of Euro 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand Euro).

The Board is authorised without limitation to issue Shares at any time at an offer price per Share (the "Offer Price") of the relevant class and category of Shares, as defined in Article 24, without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorized director of the Company (a "Director") or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such Shares.

When or before issuing a Share, the Board shall determine the class of Shares ("Sub-Fund") by reference to which a Share shall be designated and the Shares shall be divided into classes by reference to the Sub-Fund to which they have been allocated. Notwithstanding the fact that the capital of the Company is expressed in USD any sum payable on or in relation to a Share (including but not limited to the offering and redemption price) shall be calculated and payable in the currency which the Board shall either generally or in relation to a particular class determine.

The Board has the power to issue in relation to any Sub-Fund Shares in the form of Accumulation Shares (category "A" Shares) and Distribution Shares (category "D" Shares). An Accumulation Share is a Share of any Sub-Fund which does not entitle the holder thereof to receive dividends declared on the Shares of that Sub-Fund but which does increase in value by reference to the amount which is otherwise distributed by way of dividend on all other Shares. A Distribution Share is a Share of any Sub-Fund which does entitle the holder thereof to receive dividends declared on the Shares of that Sub-Fund.

The Board has the power within each Sub-Fund, to issue Shares of several categories which may differ inter alia, in respect of their dividend policy, charging structures, hedging policies, investment minima, investor eligibility or other specific features and which may be expressed in different currencies, as the Board may decide to issue. The Board may decide if and from what date Shares of any such categories shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board. Where the context so requires, references in these Articles to classes shall mean references to such categories.

The Company may impose restrictions on the issuance of Shares of any Sub-Fund (also resulting from conversion requests) during a certain period, as determined by the Board.

Art. 6. The Directors issue Shares in registered form only.

Shareholders may obtain Share certificates relating to their shareholding.

The Company may at its election charge customary charges in that respect. If a shareholder does not elect to obtain Share certificates, he will receive in lieu thereof a confirmation of his shareholding.

Share certificates shall be signed by two Directors or by a Director and an official duly authorised by the Board for such purpose. Signatures of the Directors may be either manual or printed or by facsimile. The signature of the authorised official shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive Share certificates or, subject as aforesaid, a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends, if any, will be made to the holders of Shares, at their mandated addresses in the register of shareholders of the Company ("Register of Shareholders") or to such other address as given to the Directors in writing.

All issued Shares of the Company shall be recorded in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and the Register of Shareholders shall contain the name of each holder of Shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number, class and category of Shares held by him. Every transfer of a Share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been approved by the Directors for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

The Company shall be free of all responsibility or liability to third parties in dealing with such Shares and shall be justified in considering any right, interest or claim of any other person in or upon such Shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which it might properly have to demand the registration of a change in the registration of Shares.

Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien in favour of the Company.

Transfer of Shares shall be effected by way of a notice of the transfer to be entered in the Register of Shareholders of the Company by such shareholder.

Every shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of Shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that the shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a Share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the customary charges incurred in issuing a duplicate or a new Share certificate in substitution for one mislaid, mutilated or destroyed.

Art. 8. The Company may restrict or prevent the direct holding of Shares or the ownership of Shares by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such Shares by virtue of such law or requirement or if, as a result of the person directly holding or owning such Shares the Company would be in breach of a given regulatory status or would suffer taxation or other adverse disadvantage which it would not otherwise do as disclosed in the current prospectus of the Company or, if the Board so decides and discloses in the current prospectus hereof, a United States Person as defined hereinafter (altogether defined as "Restricted Person") and for such purpose the Company may:

(a) decline to issue any Share or to register any transfer of Shares where it appears to it that such issue or registry would or might result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on, the Register to furnish it with any information which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not direct holding or beneficial ownership of such shareholder's Shares rests or will rest in a Restricted Person, and

(c) where it appears to the Company (i) that any Restricted Person, either alone or in conjunction with any other person, is a direct holder of Shares or a beneficial owner of Shares, or (ii) any person, firm or corporate body previously

eligible to be a direct holder of Shares or a beneficial owner of Shares becomes a Restricted Person for any reason such as a change of status, compulsorily redeem from such shareholder all Shares held by him within a certain time frame to be decided discretionarily by the Board, (provided always that the shareholders shall have the obligation to notify the Company of their change of status as soon as possible in a manner and a time frame (i) agreed in advance between the Company and the shareholders or (ii) disclosed in the current prospectus of the Company), in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter called the "Purchase Notice") upon the shareholder appearing in the Register as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place where the purchase price in respect of such Shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to the shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Certificate or Certificates relating to the Shares specified in the Purchase Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the Register of Shareholders;

(2) the price at which the Shares specified in any Purchase Notice shall be purchased (herein called the "Purchase Price") shall be an amount equal to the per Share Net Asset Value, determined in accordance with Article 23 hereof;

(3) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Shares in USD, except during periods of currency exchange restrictions with respect thereto, and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner upon surrender of the Certificate or Certificates relating to the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Purchase Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the person appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) upon effective surrender of the Certificate or Certificates as aforesaid;

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any Restricted Person at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "United States Person" or "U.S. Person" shall mean a citizen or resident of the United States of America, a partnership organised or existing in any state, territory or possession of the United States of America, a corporation organised under the laws of the United States of America or of any state, territory or possession thereof, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources without the United States is not allowable in gross income for the purposes of computing United States income tax payable by it.

In addition, the Company may restrict the direct holding of Shares to certain categories of shareholders as disclosed in the current prospectus of the Company where it appears that such restrictions are rendered necessary or even compulsory by any legal, regulatory or compelling practical requirements to which the Company is subject.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company or of a class or category of Shares shall represent the entire body of shareholders of the Company or the class or category of Shares as the case may be. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company or the class or category of Shares as the case may be regardless of the number of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Thursday in February at 2.30 p.m.. If such day is not a bank business day in Luxembourg the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The convening notice of a general meeting of Shareholders may provide that the quorum and majority rules of such meeting will be determined in respect of the Shares as issued at 12.00 p.m. Luxembourg time, five days preceding such general meeting of shareholders.

Art. 11. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles and by applicable Luxembourg laws and regulations. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or telefax message.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to Shares

represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

For any decisions affecting the rights of the shareholders of a specific class, a separate class meeting may be convened for which no quorum is required and resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast, unless otherwise required by law or these Articles.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board, pursuant to a notice setting forth the agenda, sent at least 8 days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders provided the Company shall not be bound to evidence the accomplishment of such notice, if the convening notice is as well published in accordance with Luxembourg law.

However, if all shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they declare themselves to be fully informed of its agenda, the meeting may be held without notice or publicity having been given or made.

Art. 13. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members; members of the Board need not be shareholders of the Company.

Subject as provided below, the Directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and have accepted such appointment or, if later, ending at the date of such election and acceptance, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. In the event of vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect by way of cooptation, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

At least 7 days' previous notice in writing shall be given to the Company of the intention of any shareholder to propose any person other than a retiring Director for election to the office of Director and such notice shall be accompanied by notice in writing signed by the person to be proposed confirming his willingness to be appointed; PROVIDED ALWAYS that if the shareholders present at a general meeting unanimously consent, the chairman of such meeting may waive the said notices and submit to the meeting the name of any person so nominated.

At a general meeting of the shareholders a motion in accordance with the preceding paragraph for the appointment of two or more persons as Directors of the Company by a single resolution shall not be made unless a resolution that it shall be so made has been first agreed to by the meeting without any vote being given against it.

Art. 14. The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex or telefax message. Any Director may also participate in the Board meeting by video conference or any other telecommunication means allowing for his identification and effective participation in the meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of Directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event of a tie the chairman shall have a casting vote. No meeting will be validly held if the majority of the Directors present or represented at that meeting are persons resident in the United Kingdom.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by telex, telegram or telecopier message (in each such case confirmed in writing) by all the Directors.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including, Executive Directors, General Managers, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the person who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Board shall have the power to do all things on behalf of the Company which are not expressly reserved to the shareholders in general meeting by these Articles and shall, without limiting the generality of the foregoing, have the power to determine the corporate and investment policy for investments based on the principle of spreading of risks, subject to such investment restrictions as may be imposed by the Law or by regulations or as may be determined by the Board.

The Board has, in particular, power to determine the corporate policy.

The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not effect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolution of the Board and as shall be described in any prospectus relating to the offer of Shares.

In the determination and implementation of the investment policy the Board may cause the assets of the Company to be invested in transferable securities and money market instruments, units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/CE, as amended and/or other UCIs within the meaning of Article 1, paragraph (2), letters (a) and (b) of Directive 2009/65/CE, as amended, deposits with credit institutions, financial derivative instruments and all other permitted assets such as referred to in Part I of the Law.

Such assets comprise but are not limited to:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State (an "Official Listing"); and/or

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public in an Eligible State (a "Regulated Market"); and/or

(iii) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to an Official Listing or a Regulated Market and such admission is achieved within a year of the issue.

(for this purpose an "Eligible State" shall mean a member State of the Organisation for Economic Cooperation and Development ("OECD") and all other countries of Europe, the American Continents, Africa, Asia, the Pacific Basin and Oceania).

(iv) money market instruments other than those admitted to an Official Listing or dealt in on a Regulated Market, which are liquid and whose value can be determined with precision at any time, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State of the European Union or of any State referred to by the term "Member State" defined in Article 1 of the Law ("Member State"), the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or

- issued by an undertaking, any securities of which are admitted to an Official Listing or dealt in on Regulated Markets referred to in items (i) and (ii) above, or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by the law of the European Union ("Community law"), or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be at least as stringent as those laid down by Community Law, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second and the third indents and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euros (EUR 10.000.000) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, as amended, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

The Company may also invest in transferable securities and money market instruments other than those referred to in items (i) to (iv) above provided that the total of such investment shall not exceed 10 percent of the net assets attributable to any Sub-Fund.

(v) units of undertakings for collective investment in transferable securities (“UCITS”) authorised according to Directive 2009/65/CE, as amended, and/or other undertakings for collective investment (“UCI”) within the meaning of Article 1, paragraph (2), letters (a) and (b) of Directive 2009/65/CE, as amended, should they be situated in a Member State or not, provided that:

- such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the CSSF to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unit-holders in the other UCIs is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/CE, as amended;

- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than 10% of the UCITS’ or the other UCIs’ assets (or of the assets of the relevant Sub-Fund thereof, provided that the principle of segregation of liabilities of the different compartments is ensured in relation to third parties), whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs.

No subscription or redemption fees may be charged to the Company if the Company invests in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the management company of the Company or by any other company with which the management company of the Company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding.

Under the conditions set forth by the Luxembourg laws and regulations, any Sub-Fund of the Company may subscribe and hold Shares of any other Sub-Fund of the Company.

The Sub-Funds may hold up to 10% of their net assets in units of UCITS or other UCIs, unless otherwise provided for in the prospectus of the Company. The Sub-Funds qualifying as feeder UCITS, shall invest at least 85% of their assets in another UCITS or a sub-fund of a UCITS, under the conditions set forth by the Luxembourg laws and regulations and as provided for in the prospectus of the Company.

(vi) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve months, provided that the credit institution has its registered seat in a Member State or, if the registered seat of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

(vii) financial derivative instruments, including equivalent cashsettled instruments, admitted to an Official Listing or dealt in on a Regulated Market referred to in items (i) and (ii) above; and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter (“OTC derivatives”), provided that:

- the underlying consists of instruments described in sub-paragraphs (i) to (vi), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Sub-Fund may invest in accordance with their investment policies,

- the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF, and

- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company’ initiative.

Financial derivatives transactions may be used as part of the investment strategy or for hedging purposes of the investment positions or for efficient portfolio management.

The Company may invest up to a maximum of 20 per cent of the net assets of any Sub-Fund in equity and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of the given Sub-Fund is to replicate the composition of a certain equity or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

- the composition of the index is sufficiently diversified,

- the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers,

- it is published in an appropriate manner.

This limit is 35% where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

The Company may invest up to a maximum of 35 per cent. of the net assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, by a State belonging to the Group of Twenty (“G20”), Singapore, by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members.

The Company may invest up to 100 per cent. of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by an Eligible State (as defined above), a Member State, by its local authorities or by a public international body of which one or more Member State(s) are member(s), Singapore or by any other member State of the OECD or of the G20, provided the relevant Sub-Fund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30 per cent of the total net assets of such Sub-Fund.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes or that part or all of the assets of any Sub-Funds will be co-managed among themselves.

The Company is authorised to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments, provided that such techniques and instruments may be used for hedging or efficient portfolio management purposes or for investment purposes.

Under the conditions set forth by the Law and any applicable Luxembourg regulations, and in accordance with the provisions set forth in the current prospectus of the Company, the Board has the power (i) to create any new Sub-Fund of the Company qualifying as a feeder UCITS (i.e. a Sub-Fund investing at least 85% of its asset in another UCITS or sub-fund of a UCITS) or as master UCITS (i.e. a Sub-Fund which accepts to be a master fund to another UCITS or sub-fund of a UCITS), (ii) to convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS or a master UCITS in compliance with the Law, (iii) to convert a Sub-Fund qualifying as feeder UCITS or master UCITS into a standard UCITS Sub-Fund which is neither a feeder UCITS nor a master UCITS; or (iv) to replace the master UCITS of any of its Sub-Funds qualifying as feeder UCITS with another master UCITS.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. These rules do not apply when the Board votes on transactions, in which any Director may have any personal interest, if they are concluded in the ordinary course of business at arm's length.

The term "personal interest", as used in the preceding sub-paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Compagnie Lombard Odier SCA, Bank Lombard Odier & CO Ltd or any direct or indirect affiliate of it or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

Art. 18. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint signatures of any Director and any person to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 20. The general meeting of shareholders of the Company shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the Law.

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by the Law.

Any shareholder may request conversion of the whole or part of his Shares of the relevant category corresponding to a certain Sub-Fund into Shares of the same category of another Sub-Fund based on a conversion formula as determined from time to time by the Board and disclosed in the current prospectus of the Company, provided that the Board may impose restrictions on the issuance of Shares resulting from conversion requests during a certain period. The Board may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, and may decide that conversion from or into certain Sub-Funds is not authorized as it shall determine and disclose in the current prospectus. Shareholders may convert Shares of one category into Shares of another category of the relevant Sub-Fund or of another Sub-Fund, as long as all the conditions to subscribe in the new category are met.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company subject to such minimum redemption amounts that may be determined by the Board and disclosed in the current prospectus and provided that the Company shall not be bound to redeem on any Valuation Day (as hereafter defined) more than 10 per cent of the number of Shares relating to any class then in issue. Any request for redemption shall be irrevocable, except in the event of a suspension of the Net Asset Value of the Shares of the relevant Sub-Fund or deferment of redemptions. In all other cases, the Board may approve the withdrawal of a redemption request. For this purpose, conversions are considered as redemptions.

In case the residual value of Shares held by an investor in the Company or in any one Sub-Fund or category of Shares as the Board may decide, falls below an amount, as the Board may from time to time determine and disclose in the prospectus, following a redemption or a conversion request, the Company may redeem or convert the remaining holding of the investor.

In case of redemption requests on any Valuation Day for more than 10 per cent of the number of Shares relating to any Sub-Fund, the Company shall not be bound to redeem on any Valuation Day or in any period of seven consecutive Valuation Days more than 10 per cent of the number of Shares of any Sub-Fund in issue on such Valuation Day or at the commencement of such period. Redemption may accordingly be deferred for not more than seven Valuation Days after the date of receipt of the redemption request (but always subject to the foregoing limits). In case of deferral of redemptions the relevant Shares shall be redeemed at the Net Asset Value per Share on the Valuation Day on which the request is executed.

Excess redemptions will be deferred to the next Valuation Day when they shall be dealt with as a priority.

In case of redemption requests on any Valuation Day for more than 10 per cent of the number of Shares relating to any Sub-Fund, the Company may elect to sell assets of that Sub-Fund representing, as nearly as practicable, the same proportion of the Sub-Fund's assets as the Shares for which redemption applications have been received compared to the total of Shares then in issue. If the Company exercises this option, then the amount due to the shareholders who have applied to have their Shares redeemed, will be based on the Net Asset Value per Share calculated after such sale or disposal. Payment will be made forthwith upon the completion of the sales and the receipt by the Company of the proceeds of sale in a freely convertible currency. For this purpose, as well as for the deferral of redemptions, conversions are considered as redemptions.

At the shareholders' request, the Company may elect to make an in kind distribution, having due regard to all applicable laws and regulations and to all shareholders' interest.

The redemption price shall be paid normally within 5 business days after the relevant Valuation Day or on the date the Share certificates (if issued) have been received by the Company ("Redemption Price"), if later, and shall be based on the Net Asset Value per Share determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof less notional dealing costs, if any, and less a redemption charge as may be decided by the Board from time to time.

Payment of redemption proceeds may be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Company's control which make it impossible either to obtain payment for the sale or disposal of a Sub-Fund's assets or to transfer the redemption proceeds to the country where the redemption was requested.

If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the class of Share being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter, but without interest.

Any request for redemption must be filed or confirmed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares. The certificate or certificates for such Shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the Redemption Price may be paid.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 22. The net asset value per Share (the "Net Asset Value") and the Offer and Redemption Prices of Shares of any class shall be determined by the Company not less than twice monthly, as the Board by regulation may direct (every such day or time for determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day"), but so that no day observed as a holiday or half-closed day by banks in Luxembourg be a Valuation Day.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value, and the issue, redemption and conversion of the Shares of the relevant class:

(a) during any period when the dealing of the units/shares of an investment vehicle in which any substantial portion of assets of the relevant Sub-Fund is invested or the calculation of the net asset value of such investment vehicle is restricted or suspended;

(b) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of a Sub-Fund's investments for the time being are quoted, is closed, otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings are substantially restricted or suspended;

(c) during any period when a material part of a Sub-Fund's investments may not, using the standard valuation procedures, be promptly or accurately valued or is not valued at a fair market value;

(d) during any period when the net asset value of any subsidiary of the Company may not be determined accurately;

(e) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of the Company's assets attributable to any Sub-Fund is not reasonably practical;

(f) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any Sub-Fund or the current prices on any market or stock exchange,

(g) during any period when remittance of moneys which will or may be involved in the realisation of, or in the payment for, any of the investments attributable to any Sub-Fund is not possible;

(h) during any period where in the opinion of the Directors there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing with Shares of any Sub-Fund;

(i) in the event of (i) the publication of the convening notice to a general meeting of shareholders the purpose of which is to propose the winding up of the Company or a Sub-Fund thereof or (ii) the decision of the Board to wind up one or more Sub-Funds;

(j) during any relevant period when a Sub-Fund merges with another Sub-Fund or with another UCITS (or a Sub-Fund of such other UCITS) provided any such suspension is justified for the protection of the shareholders.

The Company shall suspend the issue, conversion and redemption of Shares forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation.

Shareholders having requested issue, redemption or conversion of their Shares will be notified in writing of any such suspension within seven days of their request. Shareholders will be promptly informed of the termination of such suspension by (i) a notification in the same form as the notification of the suspension described above and/or (ii) any other alternative or additional means of conveyance of information the Directors may deem more appropriate given the circumstances and the interest of the Shareholders (e.g. via a website)

The suspension as to any class will have no effect on the calculation of Net Asset Value and the issue, conversion and redemption of the Shares of any other class.

Art. 23. The Net Asset Value of each Share shall be expressed in the reference currency of each class and/or category as a per Share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company, being the value of the assets of the Company corresponding to such class and category less the liabilities of the Company, by the number of outstanding Shares in such class and category.

To the extent that the Directors consider that it is in the best interests of shareholders, taking into account factors including the prevailing market conditions, the level of subscriptions and redemptions in a particular Sub-Fund and/or the size of the Sub-Fund, the Net Asset Value of a Sub-Fund may be adjusted to reflect the estimated dealing spreads, costs and charges to be incurred by the Sub-Fund in liquidating or purchasing investments to satisfy the net transactions on a particular Valuation Day.

The valuation of the Net Asset Value of Shares shall be made in the following manner:

A. The assets in each class of the Company shall be deemed to include:

(a) all cash in hand, receivable or on deposit, including accrued interest;

(b) all bills and notes on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not collected);

(c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscriptions rights, warrants and other investments and securities belonging to the Company;

(d) all units / shares in undertaking for collective investment and any other securities belonging to the Company;

(e) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation by fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);

(f) all accrued interest on any interest-bearing securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal amount of such security;

(g) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company; and

(h) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined on the Valuation Day as follows:-

(1) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2) liquid assets and money market instruments may be valued at their nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis;

(3) portfolio securities which are listed on an official stock exchange or traded on another Regulated Market will be determined on the basis of the last available price on the principal market on which such securities are traded, as furnished by a pricing service approved by the Directors, or on the previous day closing price, as will be specified in the prospectus for each Sub-Fund and/or assets category. If such prices are not representative of their fair value, such securities, as well as any of the portfolio securities which are not so listed and all other investments including permitted financial futures contracts and options, will be valued on the reasonable foreseeable sales prices determined prudently in good faith by and under the direction of the Directors;

(4) any assets or liabilities in currencies other than reference currency of the relevant class or category will be converted into such currency using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution.

(5) units / shares in undertakings for collective investment shall be valued at their last available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such units/shares, the price shall be determined prudently in good faith by and under the direction of the Directors.

(6) all other assets shall be valued at fair market value, as determined in good faith under the direction of the Directors.

The Directors may, at their discretion, permit any other method of valuation to be used if they consider that such method of valuation better reflects value generally or in particular markets or market conditions.

B. The liabilities in any Class of the Company shall be deemed to include:-

(a) all borrowings, bills and other amounts due;

(b) the fees of the management company of the Company, fees of the Custodian, Registrar, Transfer Agent, Domiciliary Corporate and Administrative Agent, fees of any other service provider to the Company and any officers appointed by the Company; other operational costs including, but not limited to, costs of buying and selling underlying securities, transactions fees and correspondent bank charges relating to delivery, receipt of securities or to foreign exchange transactions, government charges, fees of its legal and tax advisers in Luxembourg and abroad, auditing fees, interest, reporting expenses, costs related to the registration and maintaining the registration in foreign jurisdictions (including translation costs and remuneration of foreign representatives), costs related to distribution of Shares through local clearing systems when according to local practice such costs are supported by the Company, publication of offering and redemption prices, distribution of interim and annual reports, postage, telephone and telex; reasonable marketing and promotional expenses;

(c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared, if any, but unpaid;

(d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Directors; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind due towards third parties.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the Company may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

C. For the purpose of valuation under this Article:

(a) Shares to be redeemed under Article 21 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of any portfolio expressed in currencies other than the reference currency of the relevant class or category shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange of such reference currency in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

D. The Board shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of Shares in each Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant portfolio;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability shall be allocated to all the portfolios pro rata to the net asset values of each portfolio;

(e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Shares in any Sub-Fund, the Net Asset Value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

(f) if there have been created, as provided in Article 5, within a class, categories of Shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such categories.

Art. 24. Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be based on the Net Asset Value per Share of the relevant class and category, as hereinabove defined, increased by notional dealing costs, if any, and by a subscription fee (if and to the extent the Directors so decide) and any remuneration to agents active in the placing of the Shares shall be paid out of the sales charge (which shall not exceed such amount as may be permitted by all applicable laws), added thereto. The offer price so determined (the “Offer Price”) shall be payable within a period as determined by the Directors which shall not exceed 4 business days after the date on which the Shares were allotted.

The Offer Price may, upon approval of the Board, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board, consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on the first day of October of each year and shall terminate on the last day of September of the following year.

The accounts of the Company shall be expressed in USD.

Art. 26. The meeting of shareholders of the relevant classes or categories shall, upon the proposal of the Board in respect of each class and category of Shares, determine how the annual results shall be disposed of. The results of the Company may be distributed, subject to the minimum capital of the Company as defined under Article 5 hereof being maintained.

Dividends may further, in respect of distributing Shares in any class, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of such distributing Shares, be credited upon issue of Shares and debited upon redemption of Shares, in amount calculated by reference to the accrued income attributable to such distributing Shares.

Interim dividends may be paid out on the Shares of any class and category upon decision of the Board.

Whenever a dividend is declared on a Distribution Share an amount corresponding thereto shall be attributable to each Accumulation Share of that class.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the relevant class of Shares is expressed or, exceptionally in such other currency as selected by the Board and shall be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend Sub-Funds into the currency of their payment.

Art. 27.

(a) The Company can be liquidated by a shareholders’ decision in accordance with the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended. The same quorum and majority requirements for the shareholders’ decision shall apply in case of merger, if as a result of such merger the Company will cease to exist;

(b) In the event that the Net Asset Value of the Company falls below 100 million USD or in case the Board deems it appropriate because of changes in the economical or political situation affecting the Company, or if the Board deems it to be in the best interests of the shareholders, the Board may, by giving notice to all holders of Shares, redeem on the Valuation Day indicated in such notice all (but not some) of the Shares not previously redeemed, at the Net Asset Value without any dealing or redemption charges. The Directors shall, after the end of the notice period, forthwith convene an extraordinary shareholders’ meeting to appoint a liquidator to the Company.

(c) In the event that the Net Asset Value of any particular Sub-Fund falls below 50 million USD or the equivalent in the reference currency of a Sub-Fund, or if a redemption request is received that would cause any Sub-Fund’s assets to fall under the aforesaid threshold, or if the Board deems it appropriate to rationalize the Sub-Funds offered to investors, or in case the Board deems it appropriate because of changes in the economic or political situation affecting the relevant Sub-Fund or if the Board deems it to be in the best interest of the shareholders concerned, the Board may, after giving notice to the shareholders concerned, to the extent required by Luxembourg laws and regulations, redeem all (but not some) of the Shares of that Sub-Fund on the Valuation Day provided in such notice at the Net Asset Value without any dealing or redemption charges. Unless the Board decides otherwise in the interest of, or in order to ensure equal treatment of, the shareholders, shareholders of the relevant Sub-Fund may continue to request redemption or conversion of their Shares free of any redemption or conversion charge, but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses.

(d) If a Sub-Fund qualifies as a feeder UCITS of another UCITS or of one of its sub-funds, the merger, split or liquidation of such master UCITS, triggers liquidation of the feeder Sub-Fund, unless the Board decides, in accordance with Article 16 and the Law, to replace the master UCITS with another master UCITS or to convert a Sub-Fund into a standard UCITS Sub-Fund.

(e) Termination of a Sub-Fund with compulsory redemption of all relevant Shares for other reasons than set out in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval by the shareholders of the Sub-Fund to be terminated at a duly convened general meeting of the Sub-Fund concerned which may be validly held without quorum and decided by a simple majority of the Shares present or represented.

Liquidation proceeds not claimed by shareholders at the close of liquidation of a Sub-Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg and shall be forfeited after thirty years.

(f) The provision for anticipated realisation costs will be accounted for in the net asset value from such date as may be defined by the Board and at the latest on the date of dispatch of the notice mentioned sub b), c), d) and e).

(g) In compliance with the provisions of the Law, the Board may decide to merge any Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or with another UCITS or a sub-fund thereof (whether established in Luxembourg or another Member State or whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) using any of the merger techniques set forth in the Law.

(h) Alternatively, the Board may propose to the Shareholders of any Sub-Fund to merge the Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or with another UCITS or a sub-fund thereof (whether established in Luxembourg or another Member State or whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) under the provisions of the Law. In such case, the duly convened general meeting of the Sub-Fund concerned may be validly held without quorum and may decide by a simple majority of the Shares present or represented.

(i) If the Board determines that it is in the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one Sub-Fund, by means of a division into two or more Sub-Funds, may take place. This decision will be notified to shareholders as required. The notification will also contain information about the two or more new Sub-Funds. The notification will be made at least one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request the redemption of their Shares, free of any dealing or redemption charge, before the operation involving the division into two or more Sub-Funds becomes effective.

Art. 28. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 29. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August, 1915 on commercial companies and amendments thereto and the Law.

Nothing else being on the Agenda, the present meeting was adjourned.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this original deed on the above mentioned date.

Signé: G. CHERY, S. KINTZINGER, I. ROBERT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 décembre 2014. Relation: LAC/2014/61559. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015010843/725.

(150011854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

CW Participations, Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 193.122.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le douze décembre.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) GENII CAPITAL S.A. société anonyme existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 1, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.567, prise en la personne de Monsieur Eric LUX, son administrateur-délégué,

lui-même dûment représenté par Caroline RAMIER, employée privée, demeurant professionnellement à Rambrouch, en vertu d'une procuration donnée à Howald, le 10 décembre 2014;

2) Monsieur Philippe MEYLAN, de nationalité suisse, né à le Chenlit (Suisse), le 13 mars 1949, administrateur de sociétés et domicilié au 63, route de Châtel-Saint-Denis, CH-1805 Jongny, Suisse,

lui-même dûment représenté par Caroline RAMIER, employée privée, demeurant professionnellement à Rambrouch, en vertu d'une procuration donnée à Vevey, le 10 décembre 2014;

3) FAROLI EQUITIES LIMITED, société soumise au droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social au Akara Building, 24 De Castro Street, Wickhams Cay 1, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, sous le numéro 1804555, ici dûment représentée par Monsieur Yves DURAND,

lui-même dûment représenté par Caroline RAMIER, employée privée, demeurant professionnellement à Rambrouch, en vertu d'une procuration donnée à Vevey, le 10 décembre 2014.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société anonyme à constituer comme suit:

I. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il est formé par les présentes, par les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "CW Participations", laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. Durée. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société pourra prendre de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de valeur mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur des participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2 La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, brevets et propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, brevets et propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets et plus généralement toutes opérations commerciales, financières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou susceptible de contribuer à son développement.

3.3 La Société pourra promouvoir la création, participer à la formation, préparer et réaliser la fusion, la concentration, l'organisation du financement ou la réorganisation de tout type d'affaires, entreprises, sociétés ou groupe de sociétés, ainsi qu'en assumer le contrôle et même la direction temporaire ou permanente.

3.4 Elle pourra également leur donner toute assistance en dispensant ses conseils et avis.

3.5 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

3.6 La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

3.7 Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

3.8 La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social est établi dans la commune de Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration.

4.3 Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

4.4 Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à trente-deux mille euros (EUR 32.000,-), représenté par deux cent (200) actions d'une valeur nominale de cent soixante euros (EUR 160,-) chacune.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

5.3 La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions sont nominatives. L'Assemblée Générale Ordinaire peut autoriser la conversion des actions en actions au porteur.

6.2 L'actionnaire qui souhaite céder tout ou partie de ses actions nominatives à d'autres personnes, actionnaires ou non-actionnaires (l'«Actionnaire Cédant», est obligé d'informer par lettre recommandée le conseil d'administration et les actionnaires en leur faisant part de toutes les conditions relatives à la cession projetée. L'Actionnaire Cédant doit au préalable et en priorité offrir ces actions aux autres actionnaires. L'Actionnaire Cédant indiquera notamment de manière précise:

- l'identité du candidat cessionnaire;
- le nombre d'actions que le candidat cessionnaire souhaite acquérir;
- le prix que le candidat cessionnaire propose de payer pour ces actions;
- les conditions de paiement et les autres conditions qui régissent la cession proposée des actions.

6.3 Les actionnaires souhaitant acquérir ou seraient disposés à acquérir tout ou partie des actions mises en vente devront informer l'Actionnaire Cédant de leur intention d'exercer leur droit de préemption et d'acquérir les actions dans les trente (30) jours suivant la réception de la notice de transfert.

6.4 Si aucun actionnaire n'est disposé à acquérir les actions mises en vente ou si seulement une partie desdites actions trouvent un candidat acheteur, l'Actionnaire Cédant est autorisé à offrir les actions restantes à des tiers.

6.6 Si plusieurs actionnaires sont en concours pour racheter les actions, celles-ci seront partagées entre les intéressés au prorata du nombre des titres qu'ils possèdent.

6.7 Au cas où cette répartition donnerait lieu à des rompus, la Société rachèterait ses propres actions à concurrence du solde issu d'une répartition selon le prorata défini ci-dessus.

6.8 Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

6.9 Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

6.10 L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

6.11 Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

6.12 La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales d'actionnaires

Art. 7. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

7.1 L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

7.2 L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. Convocation des assemblées générales d'actionnaires.

8.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 1^{er} jeudi du mois de mai à 14.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

8.2 Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

8.3 D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

8.4 Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

8.5 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

8.6 Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

8.7 Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Art. 9. Quorum - Vote - Assemblée Générale Ordinaire.

9.1 Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

9.2 Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

9.3 Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, l'assemblée générale des actionnaires ne délibère valablement que si la moitié du capital est présent ou représenté. Les résolutions autres que celles visées à l'article 10 doivent, pour être adoptées, réunir plus de la moitié des voix exprimées (ci-après l'«Assemblée Générale Ordinaire»).

9.4 Les absentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 10. Modification des statuts - Assemblée Générale Extraordinaire.

10.1 Sauf disposition contraire, les présents statuts ne peuvent être valablement modifiés que si la moitié du capital présent ou représenté. Les résolutions doivent, pour être adoptées, réunir plus des deux-tiers des voix exprimées (ci-après l'«Assemblée Générale Extraordinaire»).

10.2 Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée, une seconde assemblée pourra être convoquée dans les conditions prévues par la Loi ou les présents statuts qui pourra alors délibérer quel que soit le quorum et au cours de laquelle les décisions seront adoptées à la majorité des deux-tiers des voix valablement exprimées.

10.3 Les absentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

IV. Conseil d'administration

Art. 11. Composition et pouvoirs du conseil d'administration.

11.1 La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de quatre membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

11.2 Les actionnaires peuvent créer trois différentes classes d'administrateurs (classe A, classe B et classe C) au moyen d'une décision collective prise en Assemblée Générale Ordinaire.

11.3 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

11.4 Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 12. Gestion journalière.

12.1 La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'Assemblée Générale Ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

12.2 La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. Nomination, révocation et durée des mandats des administrateurs.

13.1 Les administrateurs seront élus par l'Assemblée Générale Ordinaire qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas trois (3) ans, renouvelable, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

13.2 Les administrateurs seront élus par l'Assemblée Générale Ordinaire.

13.3 Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire.

13.4 Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Art. 14. Vacance d'un poste d'administrateur. Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 15. Convocation - Délibérations.

15.1 Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

15.2 Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'Assemblée Générale Ordinaire ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

15.3 Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins nonante-six (96) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

15.4 Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

15.5 Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

15.6 Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Art. 16. Quorum - Vote.

16.1 Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. S'il existe plusieurs classes d'administrateurs, les administrateurs ne pourront délibérer que si au moins (i) un administrateur de la catégorie A et (ii) un administrateur de la catégorie B ou un administrateur de la catégorie C est présent ou représenté à la réunion du conseil d'administration.

16.2 Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

16.3 Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

16.4 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs, dont au moins un administrateur de classe A. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 17. Relation avec les tiers.

17.1 Pour les actes de gestion quotidienne la société se trouve engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

17.2 Pour tous les autres actes la société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs. S'il existe plusieurs classes d'administrateurs, alors pour tous les autres actes la société est engagée par la signature conjointe d'(i) un administrateur de la catégorie A et (ii) d'un administrateur de la catégorie B ou d'un administrateur de la catégorie C.

17.3 Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la société

Art. 18. Commissaire aux comptes.

18.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui ne seront pas actionnaires.

18.2 L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 19. Exercice social. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 20. Comptes annuels - Affectation des bénéfices.

20.1 Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

20.2 L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

20.3 Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 21. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 22. Loi applicable. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2016.
3. Exceptionnellement, le premier président et le premier délégué du conseil d'administration peuvent être nommés par la première assemblée générale des actionnaires.

Souscription et libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les deux cent (200) actions ont été souscrites comme suit:

1) GENII CAPITAL S.A., prédésignée, cent et deux actions	102
2) Monsieur Philippe MEYLAN, préqualifié, quarante-neuf actions	49
3) FAROLI EQUITIES, prédésignée,	49
Total: deux cents actions	200

Toutes ces actions ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de trente-deux mille euros (EUR 32.000,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les parties comparantes susmentionnées, présentes ou représentées comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
2. Les personnes suivantes sont appelées aux fonctions d'administrateurs:
 - Monsieur Eric LUX, administrateur de sociétés, né à Luxembourg, le 19 décembre 1967, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 1, rue Petermelchen, administrateur de classe A;
 - Monsieur Alain FRAMPTON, de nationalité Suisse, originaire de Reedsport, Oregon, USA, né le 19 septembre 1968, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 3, rue du Marché CH-1204 Genève (Suisse), administrateur de classe A;
 - Monsieur Philippe MEYLAN, de nationalité Suisse, originaire de Le Chenit (Suisse), né le 13 mars 1949, administrateur de sociétés, demeurant à domicilié au 63, Route de Châtel-St-Denis CH-1805 Jongny, Suisse, administrateur de classe B; et
 - Monsieur Yves DURAND, de nationalité Canadienne, originaire de Saint-Jérôme (Canada), né le 2 novembre 1949, Scénographe, demeurant professionnellement au 28, rue des Jardins, Québec, Canada, administrateur de classe C.
3. La société anonyme de droit luxembourgeois "Compliance & Control", établie et ayant son siège social à 6 Place de Nancy, L-2212 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 172.482, est nommée commissaire aux comptes de la Société.
4. Le siège social est établi au «1, rue Petermelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg».

5. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2020 qui approuvera les comptes 2019.

6. Faisant usage de la faculté offerte par la disposition transitoire (3), l'assemblée nomme Monsieur Eric LUX, pré-qualifié, aux fonctions:

- de président du conseil d'administration, et
- d'administrateur-délégué de la Société.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cinq cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, ès-qualités qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Ramier, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 17 décembre 2014. Relation: RED/2014/2491. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 17 décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014208979/309.

(140233458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Resolution III Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 58.100.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 130.916.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

WAS HELD:

An extraordinary general meeting of the shareholders of Resolution III Holdings S.à r.l., "the Company", a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, incorporated by a deed of Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, on 19 July 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2140 of 29 September 2007. The articles of incorporation have been modified by a deed of Maître Martine Schaeffer dated on 05 October, 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2935 of 18 December 2007 and by a deed of Maître Joëlle Baden on 28 October 2008, published in the Mémorial C 3042 du 30 December 2008 and modified for the last time by Maître Henri Hellinckx, on 25 July 2014, published in the Memorial C 2829 du 09 October 2014.

The meeting is opened at Annick Braquet, with professional address in Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting and the meeting elects as scrutineer Arlette Siebenaler, with professional address in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. (i) Presentation of the draft Terms of Merger between the Company and its 100% subsidiary Vanguard S.à r.l. (the Absorbed Company), a limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, registered at the Luxembourg Commercial Register under the number B 136.415, approved by the board of managers of the Company on 13 November 2014, and published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3626 on the 29th of November 2014 (the Draft Terms of Merger); (ii) taking note of the minutes of the board of managers meeting of the Company held on the 13th of November 2014 and of the Draft Terms of Merger and (iii) approval of the merger of the Company and the Absorbed Company, through which pursuant to its dissolution without liquidation, the Absorbed Company will transfer to the Company all its assets and liabilities in accordance with the article 278 of the law of 10 August 2015 on commercial companies, as amended (the Law), as described in the Draft Term of Merger (the Merger);

2. Acknowledgement that article 267 of the Law, requiring that the documents referred to points a) to c) remain at the disposal of the shareholders, at the registered office of the Company, at least one month before the date of the present Shareholders' Meeting, has been respected.

3. (i) Dissolution without liquidation of the Absorbed Company through the transfer of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Company pursuant to the Draft Term of Merger and (ii) cancellation of all the shares issued by the Absorbed Company;

4. Acknowledgement of the fact that all operations realized by the Absorbed Company will be treated for accounting purposes as of the 31st of December 2014 and (ii) that the Merger will become effective towards third parties only after the publication as stated in the article 9 of the Law.

5. Full discharge to the managers of the Company for their mandate until the date of the present deed;

6. Decision about the place where the corporate documents of the Absorbed Company will be kept during the time period requested by the Law;

7. Authorization and power granted to any manager of the Company, acting individually, to sign singly, any documentation and complete all necessary actions and necessary formalities, appropriated, required or useful in relation with the Merger;

8. Miscellaneous.

II- That the shareholders present or represented, as well as the shares held by them are shown on an attendance list set up and certified by the members of the board of the meeting which, after signature “ne varietur” by the shareholders present, the proxies of the shareholders and the board of the meeting, shall remain attached to this deed to enrolled at the same time.

III- That the whole corporate capital is being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting.

IV- That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and can therefore validly deliberate on the aforementioned agenda.

First Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders notes that the Draft Terms of Merger were published by the managers of the Company in accordance to the article 262 of the Law which foresees the absorption of the Absorbed Company by the Company.

The extraordinary general meeting of the shareholders resolves (i) to take note of the minutes of the board of managers meeting of the Company held on 13 November 2014 and of the Draft Terms of Merger and (ii) to approve the Merger, as described in the Draft Terms of Merger, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3626 dated 29 November 2014.

Second Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders notes that article 267 of the Law, requiring that the documents referred to points a) to c) remain at the disposal of the shareholders, at the registered office of the Company, at least one month before the date of the present extraordinary general meeting of the shareholders, has been respected.

Third Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders acknowledges and if necessary approves (i) that the Absorbed Company will be dissolved without liquidation through the transfer of all its assets and liabilities to the Company according to the Draft Terms of Merger and that (ii) all the shares of the Absorbed Company will be cancelled.

Fourth Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders acknowledges that all operations realized by the Absorbed Company will be treated for accounting purposes as of 31 December 2014 and (ii) that the Merger will become effective towards third parties only after the publication as stated in the article 9 of the Law.

Fifth Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders resolves to grant full discharge to the managers of the Company for their mandate until the date of the present deed.

Sixth Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders resolves that the corporate documents of the Absorbed Company will be kept at the registered office of the Company i.e. 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg for a period of 5 years.

Seventh Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders further resolves to grant to any manager of the Company, acting individually, to sign singly, any documentation and complete all necessary actions and necessary formalities, appropriated, required or useful in relation with the Merger.

Declarations

In accordance with the article 271 (2) of the Law, the undersigned notary public hereby certifies the existence and the legality of the common Draft Terms of Merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging parties pursuant to the Law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mil quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'EST TENUE:

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la société Resolution III Holdings S.à.r.l., «la Société», une société constituée et existant conformément à la loi luxembourgeoise sous la forme d'une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.916, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Joëlle Baden, notaire résidant au Luxembourg, en date du 19 juillet 2007, publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2140, du 29 septembre 2007. Les statuts ont été modifiés suivant acte notarié reçu par le notaire Maître Martine Schaeffer en date du 05 octobre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2935 en date du 18 décembre 2007 et suivant acte notarié reçu par le notaire Maître Joëlle Baden en date du 28 octobre 2008, publié au Mémorial C 3042 du 30 décembre 2008, et modifiés pour la dernière fois par le notaire Henri Hellinckx en date du 25 juillet 2014, publié au Mémorial C 2829 du 09 octobre 2014

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Annick Braquet, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président nomme comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur, Arlette Siebenaler, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président a exposé et prié le notaire instrumentant de prendre acte:

I- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. (i) Présentation du projet commun de fusion entre la Société et sa filiale Vanguard S.à.r.l. détenue à 100% (la Société Absorbée), adopté par le conseil de gérance de la Société le 13 novembre 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3626 en date du 29 novembre 2014 (le Projet de Fusion);(ii) prise d'acte des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société en date du 13 novembre 2014 ainsi que du Projet de Fusion; (iii) approbation de la fusion de la Société et de la Société Absorbée, par laquelle suivant sa dissolution sans liquidation, la Société Absorbée cèdera à la Société la totalité de ses actifs et passifs conformément à l'article 278 de la loi du 10 août 1915 (la Loi), tel que décrit dans le Projet de Fusion (la Fusion);

2. Prise d'acte que les documents mentionnés à l'article 267 de la Loi, points a) à c), ont été mis à la disposition des associés pour consultation au siège social de la Société, au moins un mois avant la date de la présente Assemblée;

3. (I) Dissolution sans liquidation de la Société Absorbée, par la cession de la totalité des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société conformément au Projet de Fusion et (ii) annulation de la totalité des parts sociales émises par la Société Absorbée;

4. Prise d'acte (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme ayant été effectuées au nom de la Société à compter du 31 décembre 2014 et (ii) que la Fusion ne prendra effet à l'égard des tiers qu'après la publication prévue à l'article 9 de la Loi;

5. Pleine et entière décharge (quitus) donnée aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat, jusqu'à la date du présent acte;

6. Décision concernant le lieu de détention des documents sociaux de la Société Absorbée pendant le laps de temps requis par la Loi;

7. Pouvoir et autorisation donnés à chacun des gérants de la Société aux fins de pouvoir signer individuellement et par sa seule signature, tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées, requises ou souhaitables en rapport avec la Fusion;

8. Divers.

II- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales détenues est indiqué sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés, ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III- Que l'intégralité du capital social est présent ou représenté à la présente assemblée et tous les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour communiqué au préalable.

IV- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée, peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Première Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés note que les gérants de la Société ont rendu public le Projet de Fusion en le publiant, conformément à l'article 262 de la Loi, prévoyant l'absorption de la société Absorbée par la Société.

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide (i) de prendre acte des résolutions adoptées par le conseil de gestion de la Société en date du 13 novembre 2014 et du Projet de Fusion et (ii) d'approuver la Fusion, comme décrit dans le Projet de Fusion, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3626 du 29 novembre 2014.

Deuxième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés note que tous les documents mentionnés à l'article 267 de la Loi aux points a) à c) ont été mis à la disposition des associés pour consultation au siège social de la Société, au moins un mois avant la date de la présente Assemblée.

Troisième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés prend acte, et si nécessaire, approuve (i) que la Société Absorbée sera dissoute sans liquidation par la cession de la totalité de ses actifs et passifs à la Société A conformément au Projet de Fusion et (ii) que la totalité des parts sociales émises par la Société Absorbée seront annulées.

Quatrième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés prend acte (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme ayant été effectuées au nom de la Société à compter du 31 décembre 2014 et (ii) que la Fusion ne prendra effet à l'égard des tiers qu'après publication prévue par l'article 9 de la Loi.

Cinquième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide de donner pleine et entière décharge (quitus) aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date du présent acte.

Sixième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide que les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant une durée de cinq ans au siège social de la Société soit au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Septième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide de donner pouvoir et d'autoriser chacun des gérants de la Société, aux fins de signer individuellement et par sa seule signature, tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées ou souhaitables en rapport avec la Fusion.

Déclarations

Le notaire instrumentant déclare, conformément à l'article 271 (2) de la Loi avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous les actes et de toutes les formalités qui incombent à la Société et du Projet de Fusion.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, passé, à Luxembourg, les jours et mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 janvier 2015. Relation: LAC/2015/273. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011606/192.

(150012496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Resolution III Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 58.100.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 130.916.

Wardown S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 662.500,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 153.254.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth of December 2014

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

WAS HELD:

An extraordinary general meeting of the shareholders of Resolution III Holdings S.à r.l., “the Company”, a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, incorporated by a deed of Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, on 19 July 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2140 of 29 September 2007. The articles of incorporation have been modified by a deed of Maître Martine Schaeffer dated on 05 October, 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2935 of 18 December 2007 and by a deed of Maître Joëlle Baden on 28 October 2008, published in the Memorial C 3042 du 30 December 2008 and modified for the last time by Maître Henri Hellinckx, on 25 July 2014, published in the Memorial C 2829 du 09 October 2014.

The meeting is opened at Annick Braquet, with professional address in Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting and the meeting elects as scrutineer Arlette Siebenaler, with professional address in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. (i) Presentation of the draft Terms of Merger between the Company and its 100% subsidiary Wardown S.à r.l. (the Absorbed Company), a limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, registered at the Luxembourg Commercial Register under the number B 153.254, approved by the board of managers of the Company on 13 November 2014 and published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3626 on the 29th of November 2014 (the Draft Terms of Merger); (ii) taking note of the minutes of the board of managers meeting of the Company held on the 13 November 2014 and of the Draft Terms of Merger and (iii) approval of the merger of the Company and the Absorbed Company, through which pursuant to its dissolution without liquidation, the Absorbed Company will transfer to the Company all its assets and liabilities in accordance with the article 278 of the law of 10 August 2015 on commercial companies, as amended (the Law), as described in the Draft Term of Merger (the Merger);

2. Acknowledgement that article 267 of the Law, requiring that the documents referred to points a) to c) remain at the disposal of the shareholders, at the registered office of the Company, at least one month before the date of the present Shareholders’ Meeting, has been respected.

3. (i) Dissolution without liquidation of the Absorbed Company through the transfer of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Company pursuant to the Draft Term of Merger and (ii) cancellation of all the shares issued by the Absorbed Company;

4. Acknowledgement of the fact that all operations realized by the Absorbed Company will be treated for accounting purposes as of 31 December 2014 and (ii) that the Merger will become effective towards third parties only after the publication as stated in the article 9 of the Law.

5. Full discharge to the managers of the Company for their mandate until the date of the present deed;

6. Decision about the place where the corporate documents of the Absorbed Company will be kept during the time period requested by the Law;

7. Authorization and power granted to any manager of the Company, acting individually, to sign singly, any documentation and complete all necessary actions and necessary formalities, appropriated, required or useful in relation with the Merger;

8. Miscellaneous.

II- That the shareholders present or represented, as well as the shares held by them are shown on an attendance list set up and certified by the members of the board of the meeting which, after signature “ne varietur” by the shareholders present, the proxies of the shareholders and the board of the meeting, shall remain attached to this deed to enrolled at the same time.

III- That the whole corporate capital is being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting.

IV- That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and can therefore validly deliberate on the aforementioned agenda.

First Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders notes that the Draft Terms of Merger were published by the managers of the Company in accordance to the article 262 of the Law which foresees the absorption of the Absorbed Company by the Company.

The extraordinary general meeting of the shareholders resolves (i) to take note of the minutes of the board of managers meeting of the Company held on 13 November 2014 and of the Draft Terms of Merger and (ii) to approve the Merger, as described in the Draft Terms of Merger, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3626 dated 29 November 2014.

Second Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders notes that article 267 of the Law, requiring that the documents referred to points a) to c) remain at the disposal of the shareholders, at the registered office of the Company, at least one month before the date of the present extraordinary general meeting of the shareholders, has been respected.

Third Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders acknowledges and if necessary approves (i) that the Absorbed Company will be dissolved without liquidation through the transfer of all its assets and liabilities to the Company according to the Draft Terms of Merger and that (ii) all the shares of the Absorbed Company will be cancelled.

Fourth Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders acknowledges that all operations realized by the Absorbed Company will be treated for accounting purposes as of 31 December 2014 and (ii) that the Merger will become effective towards third parties only after the publication as stated in the article 9 of the Law.

Fifth Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders resolves to grant full discharge to the managers of the Company for their mandate until the date of the present deed.

Sixth Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders resolves that the corporate documents of the Absorbed Company will be kept at the registered office of the Company i.e. 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg for a period of 5 years.

Seventh Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders further resolves to grant to any manager of the Company, acting individually, to sign singly, any documentation and complete all necessary actions and necessary formalities, appropriated, required or useful in relation with the Merger.

Declarations

In accordance with the article 271 (2) of the Law, the undersigned notary public hereby certifies the existence and the legality of the common Draft Terms of Merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging parties pursuant to the Law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'EST TENUE:

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la société Resolution III Holdings S.à.r.l., «la Société», une société constituée et existant conformément à la loi luxembourgeoise sous la forme d'une société à responsabilité limitée, ayant

son siège social au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.916, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Joëlle Baden, notaire résidant au Luxembourg, en date du 19 juillet 2007, publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2140, du 29 septembre 2007. Les statuts ont été modifiés suivant acte notarié reçu par le notaire Maître Martine Schaeffer en date du 05 octobre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2935 en date du 18 décembre 2007 et suivant acte notarié reçu par le notaire Maître Joëlle Baden en date du 28 octobre 2008, publié au Mémorial C 3042 du 30 décembre 2008, et modifiés pour la dernière fois par le notaire Henri Hellinckx en date du 25 juillet 2014, publié au Mémorial C 2829 du 09 octobre 2014.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Annick Braquet, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président nomme comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur, Arlette Siebenaler, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président a exposé et prié le notaire instrumentant de prendre acte:

I- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. (i) Présentation du projet commun de fusion entre la Société et sa filiale Wardown S.à.r.l. détenue à 100% (la Société Absorbée), adopté par le conseil de gérance de la Société le 13 novembre 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3626 en date du 29 novembre 2014 (le Projet de Fusion);(ii) prise d'acte des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société en date du 13 novembre 2014 ainsi que du Projet de Fusion; (iii) approbation de la fusion de la Société et de la Société Absorbée, par laquelle suivant sa dissolution sans liquidation, la Société Absorbée cèdera à la Société la totalité de ses actifs et passifs conformément à l'article 278 de la loi du 10 août 1915 (la Loi), tel que décrit dans le Projet de Fusion (la Fusion);

2. Prise d'acte que les documents mentionnés à l'article 267 de la Loi, points a) à c), ont été mis à la disposition des associés pour consultation au siège social de la Société, au moins un mois avant la date de la présente Assemblée;

3. (I) Dissolution sans liquidation de la Société Absorbée, par la cession de la totalité des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société conformément au Projet de Fusion et (ii) annulation de la totalité des parts sociales émises par la Société Absorbée;

4. Prise d'acte (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme ayant été effectuées au nom de la Société à compter du 31 décembre 2014 et (ii) que la Fusion ne prendra effet à l'égard des tiers qu'après la publication prévue à l'article 9 de la Loi;

5. Pleine et entière décharge (quitus) donnée aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat, jusqu'à la date du présent acte;

6. Décision concernant le lieu de détention des documents sociaux de la Société Absorbée pendant le laps de temps requis par la Loi;

7. Pouvoir et autorisation donnés à chacun des gérants de la Société aux fins de pouvoir signer individuellement et par sa seule signature, tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées, requises ou souhaitables en rapport avec la Fusion;

8. Divers.

II- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales détenues est indiqué sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés, ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III- Que l'intégralité du capital social est présent ou représenté à la présente assemblée et tous les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour communiqué au préalable.

IV- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée, peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Première Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés note que les gérants de la Société ont rendu public le Projet de Fusion en le publiant, conformément à l'article 262 de la Loi, prévoyant l'absorption de la société Absorbée par la Société.

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide (i) de prendre acte des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société en date du 13 novembre 2014 et du Projet de Fusion et (ii) d'approuver la Fusion, comme décrit dans le Projet de Fusion, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3626 du 29 novembre 2014.

Deuxième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés note que tous les documents mentionnés à l'article 267 de la Loi aux points a) à c) ont été mis à la disposition des associés pour consultation au siège social de la Société, au moins un mois avant la date de la présente Assemblée.

Troisième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés prend acte, et si nécessaire, approuve (i) que la Société Absorbée sera dissoute sans liquidation par la cession de la totalité de ses actifs et passifs à la Société A conformément au Projet de Fusion et (ii) que la totalité des parts sociales émises par la Société Absorbée seront annulées.

Quatrième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés prend acte (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme ayant été effectuées au nom de la Société à compter du 31 décembre 2014 et (ii) que la Fusion ne prendra effet à l'égard des tiers qu'après publication prévue par l'article 9 de la Loi.

Cinquième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide de donner pleine et entière décharge (quitus) aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date du présent acte.

Sixième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide que les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant une durée de cinq ans au siège social de la Société soit au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Septième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide de donner pouvoir et d'autoriser chacun des gérants de la Société, aux fins de signer individuellement et par sa seule signature, tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées ou souhaitables en rapport avec la Fusion.

Déclarations

Le notaire instrumentant déclare, conformément à l'article 271 (2) de la Loi avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous les actes et de toutes les formalités qui incombent à la Société et du Projet de Fusion.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, passé, à Luxembourg, les jours et mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 janvier 2015. Relation: LAC/2015/275. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011607/192.

(150013159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Wardown S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 662.500,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 153.254.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Resolution III Holdings S.à r.l., a corporation existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 130 916),

Here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a proxy given under private seal.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

The appearing party, represented as thereabove mentioned, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that it is the sole actual shareholder of Wardown S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 153.254 incorporated pursuant to a deed of Maître Josph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on 17 May 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1443 of 14 July 2010 and modified by Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 28 September 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2899 dated 26 November 2011.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record:

I. That it is the sole shareholder of the Company (the "Shareholder").

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. (i) Presentation of the draft Terms of Merger between the Company and its Shareholder, Resolution III Holdings S.à r.l. (the Absorbing Company) approved by the board of managers of the Company on 13 November 2014 and published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3626 on the 29th of November 2014 (the Draft Terms of Merger); (ii) taking note of the minutes of the board of managers meeting held on 13 November 2014 and of the Draft Terms of Merger and (iii) approval of the merger by the acquisition of the Company by the Absorbing Company, through which pursuant to its dissolution without liquidation, the Company will transfer to the Absorbing Company all its assets and liabilities in accordance with the article 278 of the law of 10 August 2015 on commercial companies, as amended (the Law), as described in the Draft Terms of Merger (the Merger);

2. Acknowledgement that article 267 of the Law, requiring that the documents referred to points a) to c) remain at the disposal of the sole shareholder, at the registered office of the Company, at least one month before the date of the present Shareholder's Meeting, has been respected.

3. (i) Dissolution without liquidation of the Company through the transfer of all the assets and liabilities of the Company to the Absorbing Company pursuant to the Draft Terms of Merger and (ii) cancellation of all the shares issued by the Company;

4. Acknowledgement of the fact that all operations realized by the Company will be treated for accounting purposes as of 31 December 2014 and (ii) that the Merger will become effective towards third parties only after the publication as stated in the article 9 of the Law.

5. Discharge to the managers of the Company for its mandate until the date of the present shareholder's meeting;

6. Decision about the place where the corporate documents of the Company will be kept during the time period requested by the Law;

7. Authorization and power granted to any manager of the Company, acting individually, to sign singly, any documentation and complete all necessary actions and necessary formalities, appropriated, required or useful in relation with the Merger;

8. Miscellaneous.

III- That the Shareholder has taken the following resolutions:

First Resolution

The Shareholder notes that the Draft Terms of Merger were published by the managers of the Company in accordance to the article 262 of the Law which foresees the absorption of the Company by the Absorbing Company.

The Shareholder resolves (i) to take note of the minutes of the board of managers meeting held on 13 November 2014 and of the Draft Terms of Merger and (ii) to approve the Merger, as described in the Draft Terms of Merger, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3626 dated 29 November 2014.

Second Resolution

The Shareholder notes that article 267 of the Law, requiring that the documents referred to points a) to c) remain at the disposal of the sole shareholder, at the registered office of the Company, at least one month before the date of the present Shareholder's Meeting, has been respected.

Third Resolution

The Shareholder acknowledges and if necessary approve (i) that the Company will be dissolve without liquidation through the transfer of all its assets and liabilities to the Absorbing Company according to the Draft Terms of Merger and that (ii) all its shares will be cancelled.

Fourth Resolution

The Shareholder acknowledges that all operations realized by the Company will be treated for accounting purposes as of 31 December 2014 and (ii) that the Merger will become effective towards third parties only after the publication as stated in the article 9 of the Law.

Fifth Resolution

The Shareholder decides to give discharge to all managers for their mandate until the date of the present shareholder's meeting.

Sixth Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders resolves that the corporate documents of the Company will be kept at the registered office of the Absorbing Company i.e. 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg for a period of 5 years.

Seventh Resolution

The shareholders further resolves to grant to any manager of the Company, acting individually, to sign singly, any documentation and complete all necessary actions and necessary formalities, appropriated, required or useful in relation with the Merger.

Declarations

In accordance with the article 271 (2) of the Law, the undersigned notary public hereby certifies the existence and the legality of the common Draft Terms of Merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging parties pursuant to the Law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Resolution III Holdings S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 130 916),

Ici représentée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est le seule associé actuel de la société Wardown S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée et existant sous la loi luxembourgeoise, ayant son siège social au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 153.254, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 17 mai 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1443 du 14 juillet 2010, et dont les statuts ont été modifiés par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 septembre 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2899 du 26 novembre 2011.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter:

I. Qu'elle est le seul associé de la Société ("Associé Unique")

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. (i) Présentation du projet commun de fusion entre la Société et son associé unique Resolution III Holdings S.à r.l. (la Société Absorbante) adopté par le conseil de gérance de la société le 13 novembre 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3626 en date du 29 novembre 2014 (le Projet de Fusion);(ii) prise d'acte des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la société en date du 13 novembre 2014 ainsi que du Projet de Fusion; (iii) approbation de la fusion de la Société et de la Société Absorbante, par laquelle suivant sa dissolution sans liquidation, la Société cèdera à la Société Absorbante la totalité de ses actifs et passifs conformément à l'article 278 de la loi du 10 août 1915 (la Loi), tel que décrit dans le Projet de Fusion (la Fusion);

2. Prise d'acte que les documents mentionnés à l'article 267 de la Loi, points a) à c), ont été mis à la disposition de l'Associé Unique pour consultation au siège social de la Société, au moins un mois avant la date de la présente Assemblée;

3. (I) Dissolution sans liquidation de la Société par la cession de la totalité des actifs et passifs de la Société à la Société Absorbante conformément au Projet de Fusion et (ii) annulation de la totalité des parts sociales émises par la Société;

4. Prise d'acte (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société seront traitées comme ayant été effectuées au nom de la Société Absorbante à compter du 31 décembre 2014 et (ii) que la Fusion ne prendra effet à l'égard des tiers qu'après la publication prévue à l'article 9 de la Loi;

5. Pleine et entière décharge (quitus) donnée aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date des présent acte;

6. Décision concernant le lieu de détention des documents sociaux de la Société Absorbée pendant le laps de temps requis par la Loi;

7. Pouvoir et autorisation donnés à chacun des gérants de la Société aux fins de pouvoir signer individuellement et par sa seule signature, tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées, requises ou souhaitables en rapport avec la Fusion;

8. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première Résolution

L'Associé Unique note que les gérants de la Société ont rendu public le Projet de Fusion en le publiant, conformément à l'article 262 de la Loi, prévoyant l'absorption de la société par la Société Absorbante.

L'Associé unique décide (i) de prendre acte des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société en date du 13 novembre 2014 et du Projet de Fusion et (ii) d'approuver la Fusion, comme décrit dans le Projet de Fusion, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3626 du 29 novembre 2014.

Deuxième Résolution

L'Associé Unique note que tous les documents mentionnés à l'article 267 de la Loi aux point a) à c) ont été mis à la disposition de l'Associé Unique pour consultation au siège social de la Société, au moins un mois avant la date de la présente Assemblée.

Troisième Résolution

L'Associé Unique prend acte, et si nécessaire, approuve (i) que la Société sera dissoute sans liquidation par la cession de la totalité de ses actifs et passifs à la Société Absorbante conformément au Projet de Fusion et (ii) que la totalité des parts sociales émises par la Société seront annulées.

Quatrième Résolution

L'Associé Unique prend acte (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société seront traitées comme ayant été effectuées au nom de la Société Absorbante à compter du 31 décembre 2014 et (ii) que la Fusion ne prendra effet à l'égard des tiers qu'après publication prévue par l'article 9 de la Loi.

Cinquième Résolution

L'Associé Unique décide de donner pleine et entière décharge (quitus) aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date du présent acte.

Sixième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide que les documents sociaux de la Société seront conservés pendant une durée de cinq ans au siège social de la Société Absorbante, soit au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Septième Résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir et d'autoriser chacun des gérants de la Société, aux fins de signer individuellement et par sa seule signature, tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées ou souhaitables en rapport avec la Fusion.

Déclarations

Le notaire instrumentant déclare, conformément à l'article 271 (2) de la Loi avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous les actes et de toutes les formalités qui incombent à la Société et du Projet de Fusion.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, passé, à Luxembourg, les jours et mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/276. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011736/179.

(150013161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Vanguard S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 350.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 136.415.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Resolution III Holdings S.à r.l., a corporation existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 130 916),

Here represented by Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a proxy given under private seal.

The proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

The appearing party, represented as thereabove mentioned, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that it is the sole actual shareholder of Vanguard S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 136.415 incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg, on 05 February 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 709 of 21 March 2008, modified by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 03 April 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1136 of 08 May 2008, modified by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 15 January 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 649 of 26 March 2010, and modified for the last time by Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 11 August 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2198 of 16 October 2010.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record:

I. That it is the sole shareholder of the Company (the "Shareholder").

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. (i) Presentation of the draft Terms of Merger between the Company and its Shareholder, Resolution III Holdings S.à r.l. (the Absorbing Company) approved by the board of managers of the Company on 13 November 2014 and published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3626 on the 29th of November 2014 (the Draft Terms of Merger); (ii) taking note of the minutes of the board of managers meeting held on 13 November 2014 and of the Draft Terms of Merger and (iii) approval of the merger by the acquisition of the Company by the Absorbing Company, through which pursuant to its dissolution without liquidation, the Company will transfer to the Absorbing Company all its assets and liabilities in accordance with the article 278 of the law of 10 August 2015 on commercial companies, as amended (the Law), as described in the Draft Terms of Merger (the Merger);

2. Acknowledgement that article 267 of the Law, requiring that the documents referred to points a) to c) remain at the disposal of the sole shareholder, at the registered office of the Company, at least one month before the date of the present Shareholder's Meeting, has been respected.

3. (i) Dissolution without liquidation of the Company through the transfer of all the assets and liabilities of the Company to the Absorbing Company pursuant to the Draft Terms of Merger and (ii) cancellation of all the shares issued by the Company;

4. Acknowledgement of the fact that all operations realized by the Company will be treated for accounting purposes as of 31 December 2014 and (ii) that the Merger will become effective towards third parties only after the publication as stated in the article 9 of the Law.

5. Discharge to the managers of the Company for its mandate until the date of the present shareholder's meeting;

6. Decision about the place where the corporate documents of the Company will be kept during the time period requested by the Law;

7. Authorization and power granted to any manager of the Company, acting individually, to sign singly, any documentation and complete all necessary actions and necessary formalities, appropriated, required or useful in relation with the Merger;

8. Miscellaneous.

III- That the Shareholder has taken the following resolutions:

First Resolution

The Shareholder notes that the Draft Terms of Merger were published by the managers of the Company in accordance to the article 262 of the Law which foresees the absorption of the Company by the Absorbing Company.

The Shareholder resolves (i) to take note of the minutes of the board of managers meeting held on 13 November 2014 and of the Draft Terms of Merger and (ii) to approve the Merger, as described in the Draft Terms of Merger, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3626 dated 29 November 2014.

Second Resolution

The Shareholder notes that article 267 of the Law, requiring that the documents referred to points a) to c) remain at the disposal of the sole shareholder, at the registered office of the Company, at least one month before the date of the present Shareholder's Meeting, has been respected.

Third Resolution

The Shareholder acknowledges and if necessary approve (i) that the Company will be dissolve without liquidation through the transfer of all its assets and liabilities to the Absorbing Company according to the Draft Terms of Merger and that (ii) all its shares will be cancelled.

Fourth Resolution

The Shareholder acknowledges that all operations realized by the Company will be treated for accounting purposes as of 31 December 2014 and (ii) that the Merger will become effective towards third parties only after the publication as stated in the article 9 of the Law.

Fifth Resolution

The Shareholder decides to give discharge to all managers for their mandate until the date of the present shareholder's meeting.

Sixth Resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders resolves that the corporate documents of the Company will be kept at the registered office of the Absorbing Company i.e. 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg for a period of 5 years.

Seventh Resolution

The shareholders further resolves to grant to any manager of the Company, acting individually, to sign singly, any documentation and complete all necessary actions and necessary formalities, appropriated, required or useful in relation with the Merger.

Declarations

In accordance with the article 271 (2) of the Law, the undersigned notary public hereby certifies the existence and the legality of the common Draft Terms of Merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging parties pursuant to the Law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Resolution III Holdings S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 130 916),

Ici représentée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est le seule associé actuel de la société Vanguard S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée et existant sous la loi luxembourgeoise, ayant son siège social au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 136.415, constituée suivant acte reçu par Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 05 février 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 709 du 21 mars 2008, et dont les statuts ont été modifiés par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 03 avril 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1136 du 08 mai 2008 et ensuite modifié, par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 15 janvier 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations no 649 du 26 mars 2010, et ensuite modifié, en dernier lieu, par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 11 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations no 2198 du 16 octobre 2010.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter:

I. Qu'elle est le seul associé de la Société (l'"Associé Unique")

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. (i) Présentation du projet commun de fusion entre la Société et son associé unique Resolution III Holdings S.à r.l. (la Société Absorbante) adopté par le conseil de gérance de la société le 13 novembre 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3626 en date du 29 novembre 2014 (le Projet de Fusion);(ii) prise d'acte des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la société en date du 13 novembre 2014 ainsi que du Projet de Fusion; (iii) approbation de la fusion de la Société et de la Société Absorbante, par laquelle suivant sa dissolution sans liquidation, la Société cèdera à la Société Absorbante la totalité de ses actifs et passifs conformément à l'article 278 de la loi du 10 août 1915 (la Loi), tel que décrit dans le Projet de Fusion (la Fusion);

2. Prise d'acte que les documents mentionnés à l'article 267 de la Loi, points a) à c), ont été mis à la disposition de l'Associé Unique pour consultation au siège social de la Société, au moins un mois avant la date de la présente Assemblée;

3. (I) Dissolution sans liquidation de la Société par la cession de la totalité des actifs et passifs de la Société à la Société Absorbante conformément au Projet de Fusion et (ii) annulation de la totalité des parts sociales émises par la Société;

4. Prise d'acte (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société seront traitées comme ayant été effectuées au nom de la Société Absorbante à compter du 31 décembre 2014 et (ii) que la Fusion ne prendra effet à l'égard des tiers qu'après la publication prévue à l'article 9 de la Loi;

5. Pleine et entière décharge (quitus) donnée aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date des présent acte;

6. Décision concernant le lieu de détention des documents sociaux de la Société Absorbée pendant le laps de temps requis par la Loi;

7. Pouvoir et autorisation donnés à chacun des gérants de la Société aux fins de pouvoir signer individuellement et par sa seule signature, tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées, requises ou souhaitables en rapport avec la Fusion;

8. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première Résolution

L'Associé Unique note que les gérants de la Société ont rendu public le Projet de Fusion en le publiant, conformément à l'article 262 de la Loi, prévoyant l'absorption de la société par la Société Absorbante.

L'Associé unique décide (i) de prendre acte des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société en date du 13 novembre 2014 et du Projet de Fusion et (ii) d'approuver la Fusion, comme décrit dans le Projet de Fusion, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3626 du 29 novembre 2014.

Deuxième Résolution

L'Associé Unique note que tous les documents mentionnés à l'article 267 de la Loi aux point a) à c) ont été mis à la disposition de l'Associé Unique pour consultation au siège social de la Société, au moins un mois avant la date de la présente Assemblée.

Troisième Résolution

L'Associé Unique prend acte, et si nécessaire, approuve (i) que la Société sera dissoute sans liquidation par la cession de la totalité de ses actifs et passifs à la Société Absorbante conformément au Projet de Fusion et (ii) que la totalité des parts sociales émises par la Société seront annulées.

Quatrième Résolution

L'Associé Unique prend acte (i) que d'un point de vue comptable, les opérations de la Société seront traitées comme ayant été effectuées au nom de la Société Absorbante à compter du 31 décembre 2014 et (ii) que la Fusion ne prendra effet à l'égard des tiers qu'après publication prévue par l'article 9 de la Loi.

Cinquième Résolution

L'Associé Unique décide de donner pleine et entière décharge (quitus) aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date du présent acte.

Sixième Résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide que les documents sociaux de la Société seront conservés pendant une durée de cinq ans au siège social de la Société Absorbante, soit au 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Septième Résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir et d'autoriser chacun des gérants de la Société, aux fins de signer individuellement et par sa seule signature, tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées ou souhaitables en rapport avec la Fusion.

Déclarations

Le notaire instrumentant déclare, conformément à l'article 271 (2) de la Loi avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité de tous les actes et de toutes les formalités qui incombent à la Société et du Projet de Fusion.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, passé, à Luxembourg, les jours et mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 janvier 2015. Relation: LAC/2015/274. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011725/187.

(150012498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Stafforce S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 180.820.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014207366/10.

(140231512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Firstcom Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.305,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 188.635.

In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first day of October.

Before us Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

1. Mr Jean Pierre Vandromme, born in Ieper, Belgium, on 6 October 1953, professionally residing in 7 Farmleigh Grove, Hersham, Walton on Thames, KT12 5BU, United Kingdom;

here represented by Madia Camara, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 15 September 2014,

2. Mr Adam Alexander Crisp, born in Basingstoke, United Kingdom, on 27 May 1974, professionally residing in 20 Goldfinch Close, Bicester, OX26 6TZ, United Kingdom;

here represented by Madia Camara, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 15 September 2014, and

3. Mr Carlos Riera, born in Barcelona, Spain, on 25 August 1966, professionally residing in Hantverkargatan 22, Stockholm, Sweden 122 21;

here represented by Madia Camara, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 15 September 2014,

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders, representing the entire share capital of Firstcom Europe S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B188635, incorporated pursuant to a deed of the replaced, on 7 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2484 of 15 September 2014. The articles of association have not been amended since.

The appearing parties representing the entire share capital declare having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Acceptance of R2 Capital AB and of Courtenay Consultancy Services Limited as new shareholders of the Company.
2. Increase of the share capital of the Company from its current amount of thirteen thousand three hundred euros (EUR 13,300) up to thirteen thousand three hundred five euros (EUR 13,305) through the issue of five (5) class B9 shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.
3. Amendment of article 5 of the articles of association.
4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders accepts R2 Capital AB, a company incorporated and existing under the laws of Sweden, registered with the Swedish Companies Registration Office under number 556935-7071 and having its registered office at Hantverkargatan 22, Lgh 1201, 112 21 Stockholm, Sweden and Courtenay Consultancy Services Limited, a limited company existing under the laws of the British Virgin Islands, registered with the Registry of Corporate Affairs under number 510437 and having its registered office at Omar Hodge Building, Wickhams Cay 1, P.O Box 362, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, as new shareholders of the Company.

Second resolution

The general meeting of shareholders decides to increase the Company's share capital by an amount of five euros (EUR 5) so as to raise it from thirteen thousand three hundred euros (EUR 13,300) up to thirteen thousand three hundred five euros (EUR 13,305) through the issue of five (5) class B9 shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

The five (5) new class B9 shares issued have been subscribed as follows:

- One (1) class B9 share has been subscribed by R2 Capital AB, aforementioned, here represented by Madia Camara, prenamed, by virtue of a proxy given on 15 September 2014, for the price of four hundred and seventy two thousand one hundred and forty six euros (EUR 472,146);

- One (1) class B9 share has been subscribed by Mr Adam Alexander Crisp, aforementioned, here represented by Madia Camara, by virtue of one of the aforementioned proxies, for the price of two hundred and forty six thousand six hundred and sixty three euros (EUR 246,663);

- One (1) class B9 share has been subscribed by Courtenay Consultancy Services Limited, aforementioned, here represented by Madia Camara, prenamed, by virtue of a proxy given on 15 September 2014, for the price of three hundred and eighty-four thousand four hundred and eighty euros (EUR 384,480); and

- Two (2) class B9 shares have been subscribed by Mr Jean Pierre Vandromme, aforementioned, here represented by Madia Camara, by virtue of one of the aforementioned proxies, for the price of one million seven hundred and sixty-one thousand nine hundred and nine euros (EUR 1,761,909).

The proxies given by the new shareholders after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The shares so subscribed have been fully paid up by contributions in kind consisting of (i) three hundred thousand (300,000) shares in CloudTel Holding A/S, a Danish limited liability company with registration number 35 52 35 61 and registered office at Scandiagade 25, 2450 Copenhagen SV, Denmark, having an aggregate value of one million eight hundred and eighty eight thousand five hundred and eight five euros (EUR 1,888,585) and (ii) ninety-eight thousand nine hundred and thirty-nine (98,939) shares in VoiP-4U Ltd., a limited company incorporated according to the laws of the United Kingdom, with registration number 05142934 and registered office located at Morton House, 9 Beacon Court, Pitstone Green Business Park, LU7 9GY Pitstone, United Kingdom, having an aggregate value of nine hundred and seventy six thousand six hundred and thirteen euros (EUR 976,613).

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution have been produced to the undersigned notary by a certificate of valuation dated 17 October 2014 and by certificates of free transferability dated 15 September 2014, which after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned will remain attached to this deed to be filed with it with the registration authorities.

The total contribution in the amount of two million eight hundred and sixty five thousand one hundred and ninety eight euros (EUR 2,865,198) consists of five euros (EUR 5) for the share capital and two million eight hundred and sixty five thousand one hundred and ninety three euros (EUR 2,865,193) for the share premium.

Then R2 Capital AB and Courtenay Consultancy Services Limited, prenamed, here represented as aforementioned, join the general meeting of shareholders of the Company and resolve together with the other shareholders on the subsequent items of the agenda.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of shareholders decides to amend article 5 of the articles of association of the Company which shall be enforced and now reads as follows:

“ **Art. 5.** The Company’s share capital is set at thirteen thousand three hundred five euros (EUR 13,305), represented by thirteen thousand three hundred five (13,305) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, subdivided as follows:

- Twelve thousand four hundred (12,400) class A shares;
- One hundred (100) class B1 shares;
- One hundred (100) class B2 shares;
- One hundred (100) class B3 shares;
- One hundred (100) class B4 shares;
- One hundred (100) class B5 shares;
- One hundred (100) class B6 shares;
- One hundred (100) class B7 shares;
- One hundred (100) class B8 shares; and
- One hundred five (105) class B9 shares,

(the classes of B shares from B1 to B9, as described above, are together referred to as the “B Shares” and together with the class A shares, the “Shares”).

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own Shares.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at EUR 3,800.-.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille quatorze, le trente et un octobre.

Par-devant nous, Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1. Monsieur Jean Pierre Vandromme, né le 6 octobre 1953 à Ieper, Belgique, résidant à 7 Farmleigh Grove, Hersham, Walton on Thames, KT12 5BU, United Kingdom;

ici représenté par Madia Camara, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 15 septembre 2014;

2. Monsieur Adam Alexander Crisp, né le 27 mai 1974 à Basingstoke, Royaume Uni, résidant à 20 Goldfinch Close, Bicester, OX26 6TZ, United Kingdom;

ici représenté par Madia Camara, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 15 septembre 2014;

3. Monsieur Carlos Riera, né le 25 août 1966 à Barcelona, Espagne, résidant à Hantverkargatan 22, Stockholm, Sweden 122 21;

ici représenté par Madia Camara, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 15 septembre 2014;

Les procurations, paraphées ne varientur par le mandataire des comparants et par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les comparants sont tous les associés représentant l'intégralité du capital social de Firstcom Europe S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social AU 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B188635, constituée suivant acte reçu par le notaire remplacé, en date du 7 juillet 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2484 du 15 septembre 2014. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

Les comparantes représentant l'intégralité du capital social déclarent avoir renoncé à toute formalité de convocation. L'assemblée générale des associés est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Approbation de R2 Capital AB et de Courtenay Consultancy Services Limited en qualité de nouveaux associés de la Société.

2. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de treize mille trois cents euros (EUR 13.300) jusqu'à celui de treize mille trois cent cinq euros (EUR 13.305) par l'émission de cinq (5) parts sociales de classe B9 d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

3. Modification de l'article 5 des statuts de la Société.

4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des associés adopte à l'unanimité, et requiert le notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés décide d'accepter R2 Capital AB, une société constituée et existant selon les lois Suédoises, immatriculée auprès du Swedish Companies Registration Office sous le numéro 556935-7071 et ayant son siège social au Hantverkargatan 22, Lgh 1201, 112 21 Stockholm, Sweden et Courtenay Consultancy Services Limited, une limited company constituée et existant selon les lois des Iles Vierges Britanniques, enregistrée auprès du Registry of Corporate Affairs sous le numéro 510437 et ayant son siège social au Omar Hodge Building, Wickhams Cay 1, P.O Box 362, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, en qualité de nouveaux associés de la Société

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de cinq euros (EUR 5) afin de l'augmenter de son montant actuel de treize mille trois cents euros (EUR 13.300) jusqu'à celui de treize mille trois cent cinq euros (EUR 13.305) par l'émission de cinq (5) parts sociales de classe B9 d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

Les cinq (5) nouvelles parts sociales de classe B9 ont été souscrites comme suit:

- Une (1) part sociale de classe B9 a été souscrite par R2 Capital AB, précitée, ici représentée par Madia Camara, prénommée, en vertu d'une procuration lui délivrée le 15 septembre 2014, pour le prix de quatre cent soixante-douze mille cent quarante-six euros (EUR 472.146);

- Une (1) part sociale de classe B9 a été souscrite par Monsieur Adam Alexander Crisp, précité, ici représenté par Madia Camara, prénommée, en vertu d'une des procurations dont mention ci-avant, pour le prix de deux cent quarante-six mille six cent soixante-trois euros (EUR 246.663);

- Une (1) part sociale de classe B9 a été souscrite par Courtenay Consultancy Services Limited, précitée, ici représentée par Madia Camara, prénommée, en vertu d'une procuration lui délivrée le 15 septembre 2014, pour le prix de trois cent quatre-vingt-quatre mille quatre cent quatre-vingts euros (EUR 384.480); et

- Deux (2) parts sociales de classe B9 ont été souscrites par Monsieur Jean Pierre Vandromme, précité, ici représenté par Madia Camara, prénommée, en vertu d'une des procurations dont mention ci-avant, pour le prix d'un million sept cent soixante-et-un mille neuf cent neuf euros (EUR 1.761.909).

Les procurations données par les nouveaux associés, paraphées ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des apports en nature consistant en (i) trois cent mille (300.000) actions de CloudTel Holding A/S, une limited liability company de droit Danois enregistrée sous le numéro 35 52 35 61 et ayant son siège social au Scandiagade 25, 2450 Copenhagen SV, Danemark, ayant une valeur totale d'un million huit cent quatre-vingt-huit mille cinq cent quatre-vingt-cinq euros (EUR 1.888.585) et (ii) quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent trente-neuf (98.939) actions de VoiP-4U Ltd., une limited company constituée et existant selon les lois du Royaume-Uni, enregistrée sous le numéro 05142934 et ayant son siège social au 9 Beacon Court, Pitstone Green Business Park, LU7 9GY Pitstone, Royaume-Uni, ayant une valeur totale de neuf cent soixante-seize mille six cent treize euros (EUR 976.613).

La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport a été produite au notaire soussigné par un certificat d'évaluation daté du 17 octobre 2014 et par des certificats de transfert datés du 15 septembre 2014, lesquels après avoir été signés ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'apport global d'un montant de deux millions huit cent soixante-cinq mille cent quatre-vingt-dix-huit euros (EUR 2.865.198) consiste en cinq euros (EUR 5) pour le capital social et deux millions huit cent soixante-cinq mille cent quatre-vingt-treize euros (EUR 2.865.193) pour la prime d'émission.

Par la suite, R2 Capital AB et Courtenay Consultancy Services Limited, précitées, ici représentées comme il est dit, se joignent à l'assemblée générale des associés et délibèrent et décident avec les autres associés les points suivants à l'ordre du jour.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale des associés décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à treize mille trois cents cinq euros (EUR 13.305), représenté par treize mille trois cent cinq (13.305) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, subdivisées comme suit:

- douze mille quatre cents (12.400) parts sociales de classe A;
- cent (100) parts sociales de classe B1;
- cent (100) parts sociales de classe B2;
- cent (100) parts sociales de classe B3;
- cent (100) parts sociales de classe B4;
- cent (100) parts sociales de classe B5;
- cent (100) parts sociales de classe B6;
- cent (100) parts sociales de classe B7;
- cent (100) parts sociales de classe B8; et
- cent cinq (105) parts sociales de classe B9,

(les parts sociales de classe B1 à B9, telles que décrites ci-dessus, sont dénommées ensemble une «Part Sociale de classe B» et avec les parts sociales de classe A, «Parts Sociales»).

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres Parts Sociales.»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ EUR 3.800,-.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparantes connues du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. CAMARA et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52053. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2015000246/235.

(140235423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Foncier & Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 5.322.

L'an deux mille quatorze, le quinze décembre,

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «FONCIER & PARTICIPATIONS S.A.», ayant son siège social à 7, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 5.322, constituée sous la dénomination de QUINCAILLERIE D'ESCH, suivant acte notarié en date du 14 février 1920, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 10 du 25 février 1920 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié en date du 18 mai 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1573 du 18 août 2006.

L'assemblée est ouverte à 16.00 heures sous la présidence de Madame Cheryl GESCHWIND, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Anita MAGGIPINTO, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg,

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Valérie WEBER, comptable, résidant professionnellement à Luxembourg,

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis de convocation contenant l'ordre du jour publiés:

a) au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations:

- le 1^{er} décembre 2014, numéro 3636;

- le 9 décembre 2014, numéro 3776;

b) dans le Lëtzebuerger Journal:

- le 5 décembre 2014;

- le 9 décembre 2014;

II.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social de la société à concurrence de deux cent vingt-trois mille deux cents euros (EUR 223.200,-) pour le ramener de son montant actuel d'un million cent seize mille euros (EUR 1.116.000,-) à huit cent quatre-vingt-douze mille huit cents euros (EUR 892.800,-) par annulation de mille huit cents (1.800) actions propres détenues par la société;

2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à huit cent quatre-vingt-douze mille huit cents euros (EUR 892.800,-) représenté par sept mille deux cents (7.200) actions ayant une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (EUR 124,-) chacune.»;

3. Conversion des actions au porteur en actions nominatives et modification subséquente de l'article 6 ainsi que suppression du premier paragraphe de l'article 21 des statuts de la société;

4. Suppression du deuxième paragraphe de l'article 12 des statuts de la société;

5. Modification du premier paragraphe de l'article 22 des statuts de la société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 22. (premier paragraphe).** L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié au moins du capital social est représentée.»

6. Divers.

III. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants, resteront pareillement annexées aux présentes.

IV. Qu'il résulte de la liste de présences que sur les neuf mille (9.000) actions en circulation, sept mille trente-neuf (7.039) actions sont représentées à la présente assemblée.

V. Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide réduire le capital social de la Société à concurrence de deux cent vingt-trois mille deux cents euros (EUR 223.200,-) pour le ramener de son montant actuel d'un million cent seize mille euros (EUR 1.116.000,-), représenté par neuf mille (9.000) actions, ayant une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (EUR 124,-) chacune, à huit cent quatre-vingt-douze mille huit cents euros (EUR 892.800,-) par l'annulation de mille huit cents (1.800) actions, ayant une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (EUR 124,-) chacune, détenues par la Société.

La présente réduction de capital est régie par l'article 69 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La résolution est adoptée par 7.039 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à huit cent quatre-vingt-douze mille huit cents euros (EUR 892.800,-) représenté par sept mille deux cents (7.200) actions ayant une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (EUR 124,-) chacune.»

La résolution est adoptée par 7.039 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention.

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide de transformer toutes les actions au porteur en actions nominatives et par conséquent de modifier l'article 6 et de supprimer le premier paragraphe de l'article 21 des statuts de la société. L'article 6 aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Toutes les actions sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance.»

La résolution est adoptée par 7.039 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention.

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier le premier paragraphe de l'article 22 des statuts de la société, pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Toutes les actions sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance.»

La résolution est adoptée par 7.039 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. MAGGIPINTO, V. WEBER, C. GESCHWIND et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 décembre 2014. LAC / 2014 / 60389. Reçu soixante quinze euros.. 75,-

Le Releveur ff. (signé): FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 8 janvier 2015.

Référence de publication: 2014209155/99.

(140234283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.